

Economie

Modifié à 09:13

La chaîne Pimkie licencie abruptement ses vendeuses de Crissier et Genève avant Noël



Fraichement licenciés, les vendeuses de Pimkie crient leur désespoir / La Matinale / 1 min. / aujourd'hui à 06:24

Neuf vendeuses de la chaîne Pimkie ont reçu un cadeau de Noël d'un genre particulier, rapporte jeudi le syndicat Syna. La filiale suisse de l'enseigne, Mode Diffusion System (MDS) basée à Bâle, leur a annoncé par réunion téléphonique la faillite et la fermeture immédiate des deux succursales de Genève et Crissier (VD) sans même leur verser leurs salaires de décembre, dénonce-t-il.

Mardi, soit quatre jours avant Noël, Pimkie a annoncé à l'ensemble des vendeuses qu'elle a fait faillite le 17 décembre dernier. Les responsables de MDS qui avaient cessé d'approvisionner les magasins depuis quelques semaines n'avaient donné aucune information à leur personnel, relate Syna.

Les vendeuses ont continué à travailler après le prononcé de la faillite. Elles ont ensuite été jetées dehors sans salaire, sans lettre de résiliation, ni d'attestation d'employeur. Or non seulement les employées ont droit à leur salaire, mais elles ont besoin de ces documents pour pouvoir s'inscrire rapidement au chômage, poursuit le syndicat.

Mépris dénoncé

Il s'agit là d'un mépris et d'une déconsidération totale envers ces vendeuses qui méritent que les choses soient faites de manière digne. Ne comprenant pas comment elles ont pu être traitées ainsi, elles "exigent le versement immédiat du salaire du mois de décembre à la famille Mulliez, propriétaire de la marque Pimkie qui se proclame soucieuse des droits humains", a déclaré Fabrice Chaperon, responsable Syna Genève, cité dans un communiqué.

Le syndicat mettra toute son énergie pour combattre "cette voyoutocratie patronale transfrontalière", qui laisse l'ardoise sociale à la collectivité. Car Pimkie, marque française appartenant à la famille Mulliez - dont la fortune s'élève à 26 milliards d'euros - n'en est pas à son premier fait d'armes, selon Syna.

L'enseigne a sévi en Allemagne, en Autriche, en Espagne, en France, puis récemment en Belgique où elle a mis sur le carreau des centaines d'employés avec la même violence et la même stratégie, relève le syndicat.

ats/kkub

Publié à 07:53 - Modifié à 09:13